

ET MAINTENANT SE RASSEMBLER

TOUT DE SUITE

POUR CONSTRUIRE DU NEUF A GAUCHE DEMAIN

Les événements graves que nous venons de vivre et pas seulement dans les banlieues - ont joué comme un révélateur de l'état réel de notre société, de sa dérive totalitaire y compris de ses " élites ", lorsque les critères capitalistes (argent, concurrence, individualisme, ...) sont établis comme des dogmes indépassables.

Des pseudos-économistes - par ailleurs grassement rémunérés - nous resservent sans vergogne, à longueur d'éditos ou de chroniques radiotélévisées, cette vérité révélée: "fi y aura toujours des pauvres !" en omettant bien sûr de préciser que, dans le même mouvement, il y a toujours des riches qui sont de plus en plus riches, au fur et à mesure que le nombre de pauvres s'agrandit!

Alors, dès que les circonstances semblent leur permettre, les supplétifs du capitalisme financiarisé qui nous gouvernent en remettent une couche pour bien se faire comprendre:

♦ à la SNCM où les salariés osent remettre en cause la privatisation de leur entreprise, on fait donner le GIGN,

♦ à ceux des transports marseillais, on fait donner les tribunaux pour déclarer la grève illégale,

♦ aujourd'hui ce sont les salariés de la SNCF qui sont traînés dans la boue pour oser dénoncer une privatisation rampante de leur entreprise.

Que l'on ne compte pas sur les communistes, leurs élus, pour tomber dans les pièges grossiers des provocations et des combats stériles. Elles et ils n'ont qu'une ambition : rassembler, ici et maintenant, toutes celles et tous ceux qui n'en peuvent plus de cette politique entièrement dévouée aux intérêts des plus nantis, qui exigent d'être respectés, et ce quel que soit leur âge ou leur lieu d'habitation.

Plus que jamais la situation appelle à l'engagement des citoyens sur toutes les questions qui les concernent pour aujourd'hui et pour demain. C'est dans cet état d'esprit que les communistes organisent des forums-débats dans toute la France pour construire au grand jour une vraie alternative à gauche.

Après les forums de Dieppe et du Havre nous vous donnons rendez-vous à Bolbec, St-Romain, Eu-le Tréport pour continuer nos rencontres et construire ensemble l'alternative dont nous avons besoin.

À la reconquête de la citoyenneté



Après le forum de Dieppe d'autres initiatives se mettent en place

Des forums sont en cours d'organisation sur notre département, sont déjà prévus:

Bolbec le 12 /12, le Havre le 22/11, St romain le 9/12, Eu-le Tréport, Vallée du Cailly début 2005

ABONNEMENT-SOUSCRIPTION DE PARRAINAGE

**PARRAINEZ
UNE NOUVELLE LECTRICE
UN NOUVEAU LECTEUR**

**Je fais découvrir l'Humanité
pour une période de six mois**

Je verse maintenant 100 euros

Ou j'étaie mon règlement, je verse deux fois 50 euros
qui seront débités à un mois d'intervalle

LA PERSONNE QUE JE SOUHAITE ABONNER

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Tél. : _____ E-mail : _____

MES COORDONNÉES

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Tél. : _____ E-mail : _____

Règlement par chèque à l'ordre de l'Humanité, à retourner à :
L'Humanité - Abonnement de parrainage, service de la diffusion militante -
55 rue Jean-Baptiste - 93508 SAINT-DENIS CEDEX

Enter uniquement l'abonnement en prêt, sans l'effet d'aucun offre commerciale



L'Humanité est un combat quotidien

*Samedi 10 décembre 2005
Pour que vive
l'Humanité*

organisées par



Dégustation et Vente de "Breton fils"
et le CHAMPAGNE
personnalisé au journal
de 10 heures à 17 heures

Maison du Peuple - Sotteville-lès-Rouen
161, rue Pierre Corneille



REPÈRES

ISF :

Des voitures brûlent, des jeunes crient leur misère et le racisme quotidien, l'état d'urgence est prolongé de trois mois. Et il existe un lieu où l'on parle de discrimination, où la colère gronde, la fronde s'organise, là-bas aussi l'on crie.

Là-bas ? à Monaco des français, une centaine de foyers, luttent contre l'impôt sur la fortune, le fameux ISF, dont ils sont maintenant assujettis comme tout citoyen non-ordinaire de France. Ils parlent de quitter leur quartier perchés sur un petit rocher pour des lieux plus cléments, Suisse, Andorre. Et de bruler leurs terrains de jeux avant de partir, les casinos.

Savent-ils, les pauvres, que l'état français pensent à eux? que tout cela va être réformé, plafonné, diminué !

Cinq cents millions, c'est le cadeau que le gouvernement s'apprête à faire à quelques milliers de contribuables, assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) pour la plupart.

Un petit fortuné comme le PDG de l'Oréal, M. Lindsay Owen-Jones, verra ses impôts sur ses "salaires" diminuer de plus de 530 000 euros, sans compter l'effet de la réduction sur ses actions et autres brouilles, idem pour le PDG de TOTAL etc..



Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:

Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8)

Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir

contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

Dans les cahiers de l'alternative

La santé en Haute-Normandie : un bilan accablant pour la Droite et le Patronat

La Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Haute-Normandie vient de publier un diagnostic de territoire sur le thème " santé/social ".

Le bilan est accablant !

La situation sanitaire en Haute-Normandie reste une des trois plus mauvaises de France. Grave injustice quand on connaît la sociologie de notre région, de tradition fortement ouvrière, où le taux de chômage reste des plus élevés. Le revenu moyen des ménages y est inférieur à la moyenne nationale et les problèmes liés à la pauvreté et à la précarité sont importants avec un taux d'allocataires du RMI très supérieur au taux moyen national.

Le diagnostic de la situation sanitaire en Haute-Normandie est dramatique, notre région fait partie des 6 régions françaises où la mortalité est la plus forte. On compte 993,1 décès pour 100 000 habitants en moyenne chaque année contre 939,5 décès pour 100.000 habitants en France métropolitaine. Elle est la deuxième région après le Nord-Pas de Calais pour la mortalité prématurée par tumeurs cancéreuses, notamment les cancers professionnels (ceux liés à l'amiante sont deux à trois fois supérieurs au taux national) mais aussi pour les taux de suicides. De plus, sa population est exposée à la pollution atmosphérique dans de nombreux endroits.

Face à une situation particulièrement grave, nous devons déplorer que l'offre de soins soit totalement insuffisante. En matière d'offres de soins hospitaliers, le niveau d'équipements en lits et places, rapporté à la population, est inférieur à la moyenne nationale pour toutes les disciplines, hormis pour la gynécologie obstétrique, encore que la fermeture de nouvelles maternités depuis 2002 entraîne une insuffisance de moyens y compris dans ce domaine. Et notre région est au dernier rang en terme de psychiatrie ! S'ajoute un déficit régional de 32 % par rapport à la moyenne nationale pour les professionnels de santé salariés, essentiellement les personnels du secteur hospitalier dont les infirmières, de 37 % pour les kinés et de 40 % pour les chirurgiens-dentistes. La région est également sinistrée au niveau du nombre de médecins libéraux (19^{ème} rang sur 22) avec 157 praticiens pour

100 000 habitants contre 192,5 en moyenne nationale. Même constat pour les praticiens spécialisés.

Le diagnostic est alarmant : la situation sanitaire de la population est inquiétante et l'offre de soins très insuffisante.

Or, non seulement les prévisions du schéma régional d'organisation sanitaire et sociale (SROSS 3) ne créent pas les conditions d'une réduction de ces extraordinaires insuffisances, mais elles contribuent au contraire à les aggraver en suggérant de réduire encore l'offre de soins sur des territoires entiers de notre région. L'objectif inavoué est de réduire encore et toujours les dépenses de santé et particulièrement celles de l'hôpital public.

Il est donc urgent de sortir de l'approche purement comptable de la Santé. Les causes principales de l'augmentation des dépenses de santé sont liées aux progrès technologiques qui induisent des investissements nouveaux et lourds et aux traitements plus efficaces mais plus coûteux des maladies graves qui permettent l'allongement de la vie.

Alors faut-il arrêter le progrès et renoncer à prolonger la vie ?

Il y a donc bien deux postures possibles :

- soit on considère que tout citoyen a droit à la santé et que les dépenses occasionnées par la

maladie et la prévention doivent être prises en charge par la société dans un cadre solidaire.

- soit on choisit la logique comptable pour enfermer et réduire coûte que coûte les dépenses de santé comme veut nous l'imposer le ministre de la santé avec son SROSS 3.

Particulièrement sensibles à ces questions, les populations- à l'image de celles du secteur de Gisors - s'en emparent de plus en plus, font connaître leurs choix et luttent pour les faire aboutir.

C'est l'objectif du fascicule édité par les fédérations normandes du PCF dont nous reprenons quelques pages dans ce dossier: informer, construire des solutions alternatives pour sortir notre région du marasme, aider au rassemblement le plus large autour d'elles et les imposer au plus vite.



Gisors crée un comité de défense de l'hôpital et de promotion de la sécurité sociale "Défendons les services de proximité"

L'hôpital de Gisors est menacé dans son existence même par les orientations de l'ARH (Agence Régionale de l'Hospitalisation).

" Nous refusons la suppression des services envisagée. Je considère qu'il s'agit d'une véritable provocation dont les déterminants sont à rechercher dans la politique libérale qu'on veut nous imposer à tout prix " clame avec vigueur Marcel Larmanou, Maire-conseiller général et Président du CA de l'hôpital de Gisors.



Gisors, c'est l'exemple type des méfaits de la politique gouvernementale dont l'objectif inavoué est de réduire toujours et encore les dépenses de santé et particulièrement celles de l'hôpital public. Ainsi devraient disparaître les services de chirurgie et la maternité de l'hôpital de Gisors.

" Assez, il est temps que soit stoppée la désertification sanitaire d'un département déjà classé aux tous derniers rangs en matière de santé " dénonce le comité de défense qui a réuni près de 600 personnes de tous horizons lors de sa constitution. En effet, le seul résultat d'une telle mesure serait de créer un véritable désert sanitaire entre Vernon et Dieppe comme entre Pontoise et Rouen. Inconcevable !

Gisors doit rester le cœur battant d'un territoire de santé dont l'originalité est reconnue car il déborde sur des bassins de vie situés dans deux régions voisines de Picardie et d'Ile de France mais aussi sur le Sud-Est du département de Seine-Maritime. Ce sont des hôpitaux déjà saturés qui seraient appelés à accueillir les patients à Pontoise, Beauvais ou Rouen. Economies ? pas du tout, ces hôpitaux coûtent plus chers que les hôpitaux de proximité et il faudrait ajouter les frais de transport et les risques du fait de la distance accrue.

Les établissements de proximité sont une nécessité absolue dans les territoires ruraux comme celui de Gisors. Ils sont en capacité de travailler plus et mieux. La maternité de Gisors n'a jamais aussi bien fonctionné : près de 500 accouchements annuels en croissance de 50 % en 3 ans. C'est le signe d'une confiance totale en la qualité des soins prodigués. Le plateau technique est aux normes.

Alors pourquoi une fermeture? L'explication est toute simple et tient à une seule préoccupation, celle de l'économie prônée par le gouvernement relayée par l'ARH.

Une aberration pour Gisors et d'autres au point que même le Préfet s'en est désolidarisé.

D'autres établissements sont sur la sellette dans l'Eure : Bernay et Pont-Audemer.

Un travail réellement démocratique avec les usagers, les professionnels et les élus doit être entrepris sans tarder et les moyens doivent être redéfinis car les ARH, sur ordre du gouvernement continuent à liquider les établissements et à mettre tout le monde devant le fait accompli. De ce point de vue, la " nouvelle gouvernance des hôpitaux " qui prévoit la marginalisation des élus représentant de la population et la bureaucratisation des directions doit être abandonnée.

Les communistes demandent en préalable un moratoire sur toutes les fermetures annoncées.

Tarification à l'activité : la santé-marchandise

Depuis 2004, le financement des établissements hospitaliers publics et des cliniques privées se fait sur la base d'une tarification à l'activité, un système de compte flou et complexe, inspiré des Etats-Unis et mis en place par Jean-François Mattei. Les dotations ne sont plus calculées en nombre de lits mais d'après un tarif médian d'intervention. En clair, chaque maladie devient un marché qui sera attribué à l'établissement le plus offrant.

Les conséquences sont les suivantes :

- risque de disparition des petits hôpitaux de proximité considérés " non rentables " au profit des grosses structures.

- suppression, même dans les grands établissements, de services " non rentables ", à l'exemple de maladies rares et coûteuses.

La mise en concurrence profite inévitablement aux cliniques privées. Celles-ci ne s'intéressent en effet qu'aux parts de marché lucratives et rentables, par exemple la chirurgie, laissant aux hôpitaux publics les pathologies les plus lourdes ou les moins valorisées (médecine, gériatrie, chirurgie lourde).

De plus les bas salaires et la surexploitation des personnels du privé assurent la " compétitivité " des cliniques.

HOPITAL : UNE FUITE EN AVANT DENONCEE PAR LES ACTEURS DE TERRAIN ET LES USAGERS

" **L'objectif est de détruire la sécurité sociale et pousser les gens vers les assurances privées... comme pour les autoroutes, EDF... dans le secteur santé le gouvernement veut faire payer les investissements lourds au public et livrer la gestion au privé** " nous dit Jean-Luc LECOMTE, membre du comité de défense de la sécurité sociale et de l'hôpital de Vernon.

E. COLLETIS, radiologue dans ce même hôpital, s'interroge aussi sur cette volonté d'harmoniser privé et public " **quid du temps d'écoute auprès des patients ? on veut rentabiliser à outrance les hôpitaux publics** ".

Maryse JUVIGNY, cadre de santé, insiste " **... c'est le cas des forfaits, chaque maladie a son protocole minimum, les interventions en sus c'est du surplus payé plein pot par l'assuré...comme aux USA** ".

Jean-Claude NICAISE, responsable CGT, approuve et évoque la situation très tendue des urgences " il manque 3 infirmières sur 9 aux urgences de Vernon, il n'y a plus assez d'infirmières et de médecins formés faute du *numerus clausus*... ", E. COLLETIS qui précise " **en 1971 à Rouen le *numerus clausus* était de 200 médecins, en 2005 il est de 80 !** ".

60^{ème} anniversaire de la " Sec-Soc "

La protection sociale est attaquée de toutes parts.

L'existence du système actuel de la protection sociale représente un acquis majeur du 20^{ème} siècle.

Il faut d'abord faire un constat lucide sur l'état actuel de notre système de protection sociale. Les coups portés depuis 25 ans ont fortement contribué à dégrader la situation. Ainsi le taux de remboursements est devenu l'un des plus faibles d'Europe. Pourtant le système français possédait à sa naissance des caractéristiques tout à fait originales. Issu du programme du Conseil National de la Résistance où siégeaient syndicats, partis politiques, organisations de la Résistance, il est l'héritier de plus d'un siècle de luttes ouvrières et démocratiques.

Depuis sa mise en place, par Ambroise Croizat, ministre communiste du travail, elle est l'objet d'une bataille incessante, toujours nécessaire, car toujours remise en cause par le Patronat avec le soutien de la Droite.

Les inégalités sociales face à la maladie qui diminuaient lentement depuis la fin de la guerre, recommencent à se creuser depuis le début des années 80. L'écart d'espérance de vie entre les ouvriers spécialisés et les cadres supérieurs est d'environ 10 ans. La prévention sanitaire est plus que jamais le maillon faible du système de santé. Une faible partie des maladies professionnelles est reconnue. Le problème de la santé au travail reste largement ignoré.



La protection sociale n'arrive pas à faire face à des situations ou des besoins nouveaux. C'est vrai pour des problèmes grandissants comme la dépendance des personnes âgées, la précarité et l'exclusion, l'insertion des jeunes.

Le chômage pèse lourdement sur son financement. La société tout entière s'enfoncé dans la crise avec la financiarisation et la mondialisation capitaliste. Le choix de la spéculation financière a un double effet sur la Sécurité Sociale. Elle fait grandir les besoins sociaux de protection et en même temps réduit les ressources.

C'est dans ce contexte de crise que le MEDEF a rendu public un plan de démantèlement du système actuel de Sécurité Sociale pour faire la place à des organismes privés obéissant aux règles du marché capitaliste. C'est dans ce contexte que le gouvernement actuel s'appuie sur les erreurs et les insuffisances du gouvernement précédent et reste silencieux sur les questions de financement faute d'oser aborder la question de la participation financière des entreprises. Au contraire, en 5 ans, les exonérations de cotisations patronales ont été multipliées par 5. C'est ainsi que furent délibérément fragilisées des réformes importantes comme l'APA, la CMU, les 35H.

Il faut combattre les fausses solutions du libéralisme.

Quand la crise s'approfondit, ce n'est pas de moins de protection sociale dont on a besoin, comme le proposent ceux qui cherchent à freiner à tout prix les dépenses sociales au nom des critères de Maastricht mais de beaucoup plus de Sécurité Sociale.

Ainsi, il est urgent et indispensable :

- **d'améliorer la prise en charge des soins**
- **que notre société prenne en charge l'ensemble des problèmes liés à la dépendance**
- **que l'on rétablisse la gratuité** pour toutes les personnes dont l'état général nécessite des soins longs et coûteux et la gratuité réelle de la CMU étendue aux sans-papiers

- **qu'un plan de rattrapage pluriannuel de la prévention soit établi**

- **que les moyens financiers soient donnés à l'hôpital** lui permettant d'assurer sa mission de service public

- **de relancer la politique familiale**

- **de garantir le droit à la retraite**

- **de poser le problème de la maîtrise publique de l'industrie pharmaceutique et de consacrer les moyens nécessaires à la recherche**

Ces objectifs supposent de conquérir des droits nouveaux et de se doter des moyens de financement.

Parce que la Sécurité Sociale est indispensable à un renouvellement élargi de la force de travail, il est normal que l'entreprise reste la source essentielle de son financement. Des solutions alternatives existent pour répondre aux besoins : réforme d'ampleur des cotisations sociales, mise à contribution des revenus spéculatifs sur lesquels un prélèvement de 5 % dégagerait immédiatement 9 milliards d'euros, mise en œuvre d'une véritable politique de l'emploi quand on sait que 100 000 chômeurs en moins, c'est 1,4 milliard de cotisations en plus, augmentation des salaires pour relancer la croissance et créer de la richesse. Le déficit n'est en rien une fatalité.

L'ensemble de ces propositions n'est pas à prendre ou à laisser. Elles n'ont de sens que comme une contribution pour démarrer ou alimenter le débat et l'action en Haute-Normandie comme partout en France.

L'établissement bradé au nom de la rentabilité

le lycée Honoré-Pons de Saint Nicolas d'Aliermont va fermer ses portes !

Sébastien Jumel, conseiller général de Dieppe, est intervenu auprès du recteur et du président du Conseil Régional dans une lettre ouverte : il faut réexaminer cette décision



L'Avenir de Seine-Maritime :
Le Rectorat vient de décider de fermer le lycée Honoré-Pons, cette décision est-elle justifiée?

Sébastien Jumel: Je considère que cette décision est inacceptable tant sur la forme que sur le fond.

Sur la forme :

Informés la veille des vacances de la Toussaint qu'ils étaient convoqués pour le jeudi de la rentrée, les professeurs et les personnels administratifs et techniques (ATOS) ont pris cette décision comme un véritable couperet. Quant aux parents d'élèves et aux élèves, qui normalement sont au cœur de tout projet éducatif, ils considéraient légitimement avoir été trompés, méprisés.

La brutalité de l'annonce choque non seulement les habitants de Saint Nicolas d'Aliermont mais toute la communauté éducative de l'Académie, à commencer par les instances paritaires élues.

Sur le fond :

ce lycée, à l'origine, proposait une formation adaptée aux besoins économiques et industriels du bassin d'emploi de l'Aliermont avec un pôle outillage et un pôle micromécanique.

L'Avenir de Seine-Maritime :
ce "petit" lycée ne peut-il avoir un autre avenir, tenir une autre place plus importante dans son secteur?

S.J.: Alors que les mutations économiques ont touché de plein fouet des cen-

taines de salariés dans cette région, il était nécessaire d'adapter, de consolider, d'améliorer l'offre des formations pour les jeunes concernés.

Préparer l'avenir, ouvrir des perspectives pour nos jeunes, c'est de notre responsabilité et cela implique qu'on puisse offrir des formations professionnelles pour les métiers d'aujourd'hui et de demain.

Au lieu de cela, le Gouvernement décide de s'attaquer au service public de l'Education, applique les règles à calcul pour fermer des classes (60 retraits de postes dans notre Département), se cache derrière un discours généreux d'intégration pour fermer des Classes Locales d'Intégration Scolaire (19 en Seine Maritime) et sacrifie aujourd'hui un établissement à dimension humaine au



nom d'une gestion comptable ordinaire.

C'est peu surprenant d'un Gouvernement qui casse le service public et qui reste sourd aux aspirations de nos concitoyens. Cela l'est plus d'un Président de Région qui doit s'inscrire, avec sa majorité, en résistance face à cette politique gouvernementale, de surcroît lorsqu'elle s'adresse à des jeunes en difficultés.

L'Avenir de Seine-Maritime :
comment réagi la communauté éducative, la population?

S.J.: Aujourd'hui, je fais miennes les interrogations et les réprobations de l'ensemble de la communauté éducative :

- les élèves d'abord qui vont être répartis sur d'autres établissements avec des inconnues pour le BEP électronique. Pour le Bac-pro Outillage, la moitié des élèves habite Saint Nicolas d'Aliermont et devront étudier à Eu. Sous quelles conditions de transports et d'accueil ?

- les ATOS, déjà fortement inquiets pour leur avenir en raison de la très contestée décentralisation, vont eux aussi être dispersés dans d'autres établissements. Pour ceux qui habitent Saint Nicolas d'Aliermont, se posent également des problèmes de transports, de trajet, d'accueil dans les équipes constituées (quelques agents n'ont pas le permis de conduire).

- les professeurs sont aussi sous le choc. Ils considéraient légitimement que leur investissement, leur dévouement sont purement et simplement niés.

Comment vont-ils motiver leurs élèves jusqu'à la fin de

l'année ? Dans quelles conditions leurs mutations ou leurs reclassements seront-ils réalisés ?

Nous ne pouvons nous contenter de prendre acte de cette mauvaise décision. Je souhaite qu'elle soit réexaminée en lien avec l'ensemble des acteurs concernés et que l'on explore toutes les possibilités permettant de diversifier les propositions de formation dans un établissement reconnu, doté d'un internat et en parfait état.

23eme festival du livre de jeunesse

2, 3 et 4 décembre quai Jean Moulin Rouen

« Tout corps plongé dans un livre... page à page, les sciences ».

Pour sa 23eme édition, le festival du livre de jeunesse se penche sur la science, les sciences en fait, et la littérature comme vecteur d'approche avec de nombreuses rencontres et animations tout au long de ces trois jours.

Albert Jacquard est le parrain d'honneur de cette nouvelle édition et il présidera l'inauguration de cette 23e édition du Festival, vendredi 2 décembre à 18 h après avoir participé à une conférence sur "l'esprit scientifique d'aujourd'hui".

horaires: vendredi 2 décembre :15h00 à 20h00 samedi 3 : 9h à 19h
et dimanche 4 : de 10h00 à 19h00
entrée gratuite pour tous jusqu'au samedi 13h00 puis 3€50 (gratuit -18 ans, demandeurs
emplois, familles nombreuses, étudiants)

association des amis de la renaissance, union locale CGT Rouen 02 35 70 37 38
www.festival-livre-rouen.fr



Librairie renaissance, 18 rue Alsace-Lorraine 76000 Rouen

Département/démocratie

" Contournement Est " Débat Public

Contribution des Maires Communistes de l'agglomération de Rouen

Les maires communistes de l'agglomération de Rouen ont rappelé dans leur contribution que ce dossier, au point mort depuis 1972, sera encore retardé par la saisine par le gouvernement de la commission des débats publics alors même qu'il pouvait aboutir en 1998.

Il reste, pour assurer totalement le lien structurant autoroutier Nord-Sud européen, à construire à l'est de l'agglomération rouennaise le tronçon autoroutier entre l'A28 à hauteur de Quincampoix et l'A13 à hauteur d'Incarville et de la jonction avec l'A154.

Ce que l'on nomme à tort " Contournement Est " est en fait constitué : Du maillon manquant de la liaison Nord Sud de l'Europe (A28-A13) et de ce que l'on pourrait nommer " Rocade Est ", qui reliera la Rocade Sud en cours de réalisation par le Conseil Général de Seine-Maritime au Plateau Est de l'Agglomération. La décision de relancer le débat a pour effet direct de retarder encore la mise en service de cette " Rocade Est ". Nous pouvons même craindre que cette décision masque la volonté du Gouvernement de se désengager totalement de cette opération.

Alors que chacun peut déjà mesurer la pollution et les nuisances engendrées par la situation actuelle (pollution due aux gaz d'échappement, pollution sonore, risque pour la sécurité...), il est urgent de réaliser cet équipement structurant pour détourner du centre de l'agglomération le trafic routier. En ce qui concerne le tracé, les élus communistes se prononcent conformément aux choix déjà débattus et actés.

Sur la question du financement, les élus communistes sont opposés à toute idée de péage pour les usagers locaux. Ceux-ci utilisent en effet ces axes de circulation pour leur travail, leurs loisirs...

Alors qu'ils sont déjà pénalisés par l'absence de cet indispensable équipement attendu depuis longtemps et des graves nuisances engendrées, il serait inacceptable de les appeler à le financer deux fois, d'abord par leurs impôts, puis par un péage.

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur les sites : www.elus76.com et www.avec-vous-un-projet.org

En mouvement

■ SNCF

Grève reductible à partir du 21/11 :

Après trois réunions de concertation infructueuse, les cheminots ont décidé d'un mouvement de grève à partir du 21/11 la CGT, FO et SUD-Rail ont posé quinze revendications, dont la "revalorisation des salaires et pensions" et "l'embauchage au statut de 1.000 cheminots supplémentaires".

Ils demandent "l'arrêt de la précarité" et réitérent leur "refus de la notation au mérite".

■ Amiante

Les directions doivent reconnaître leurs fautes

L'amiante continue à faire des ravages, un salarié de Paluel se bat pour faire reconnaître la faute inexcusable de l'employeur, avec le soutien des syndicats CGT et de l'ADEVA 76

La direction EDF de Paluel a reconnu avoir fait évacuer 96 tonnes de produits amiantés pour la seule année 2000 ! et il en reste toujours malgré son interdiction légale depuis 1997

Combien d'autres bâtiments sont tout aussi pollués et combien de salariés atteints par cette maladie pour que cette faute des employeurs soit reconnue, enfin! on travaille pour gagner sa vie, pas pour la perdre !

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur : www.pcf76.fr



N°17

Daté du 28/11/2005
Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80
Courriel : Avenir@pcf76.fr
Abonnement annuel : 25 €
Prix au numéro : 0,60 €
N° CPPA : 0710 P11480